



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 23 SEPTEMBRE 1911.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3461

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du treize septembre 1911, de nommer M. Damase Cyr, constable, de la cité de Montréal, député grand constable, du district de Montréal. 3647

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du treizième jour de septembre 1911, de nommer M. Guy Tombs, agent de chemin de fer, de Westmount, juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec, et vertu de l'article 3361 des S. R. P. Q., 1909. 3649

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 18 septembre 1911, de nommer MM. Vital Drouin, Louis Gagnon, et Joseph Gagné, père, évaluateurs de la municipalité de Sainte-Germaine du Lac Etchemin, comté de Dorchester, en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 18 septembre 1911, de nommer

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SATURDAY, 23rd SEPTEMBER, 1911

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3462

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the thirteenth day of September, 1911, to appoint Mr. Damase Cyr, constable, of the city of Montreal, deputy high constable, for the district of Montreal. 3648

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the thirteenth day of September, 1911, to appoint Mr. Guy Tombs, railway agent, of Westmount, a justice of the peace, with jurisdiction throughout the province of Quebec, under article 3361 R. S. P. Q., 1909. 3650

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 18th of September, 1911, to appoint Messrs. Vital Drouin, Louis Gagnon, and Joseph Gagné, senior, valuers for the municipality of Sainte Germaine du Lac Etchemin, county of Dorchester, under the provisions of article 728 of the municipal code.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 18th September, 1911, to

MM. Isaïe Gingras, Augustin Rousseau, et Joseph Flamand, estimateurs de la municipalité de Saint-Agapit de Beauvillage, comté de Lotbinière, en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal. 3629

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 18e jour de septembre 1911, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, M. Joseph Grenier, photographe, de Montréal. 3643

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 18e septembre 1911, de nommer Ulric Lafontaine, avocat, de la cité de Montréal, greffier de la Couronne et de la paix du district de Montréal. 3645

appoint Messrs. Isaïe Gingras, Augustin Rousseau, and Joseph Flamand, valutors for the municipality of Saint Agapit de Beauvillage, county of Lotbinière, under the provisions of article 728 of the municipal code. 3630

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 18th day of September, 1911, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, Mr. Joseph Grenier, photographer, of Montreal. 3644

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 18th day of September, 1911, to appoint Mr. Ulric Lafontaine, advocate, of the city of Montreal, clerk of the Crown and of the peace for the district of Montreal. 3646

Proclamations

Canada, }
Province of } F. LANGELIER.
Québec. }
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que
Assistant-Procureur-Général. } M. Chs. Smith,
secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts Refondus de la Province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, son certificat, constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes de cette partie de ses paroisses de Saint-Sylvestre et de Saint-Patrice de Beauvillage, dans le comté de Lotbinière, dans le diocèse catholique romain de Québec, qu'ils croient le plus convenable de détacher des paroisses de Saint-Sylvestre et de Saint-Patrice de Beauvillage, et d'annexer à la paroisse de Sainte-Agathe, dans le comté de Lotbinière, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

Ce territoire devant être détaché des paroisses de Saint-Sylvestre de Beauvillage et de Saint-Patrice de Beauvillage, dans le comté de Lotbinière, pour être annexé à la paroisse de Sainte-Agathe, même comté, et comprenant :

1° Les lots depuis y compris le No. 247 jusqu'au No. 260 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sylvestre de Beauvillage ; et

2° Les lots depuis y compris le No. 385 jusqu'au No. 425 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Patrice de Beauvillage.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie des paroisses de Saint-Sylvestre et de Saint-Patrice de Beauvillage, ci-dessus décrites, qui seront et demeureront détachées des dites paroisses de Saint-Sylvestre et de Saint-Patrice de Beauvillage, et annexées à la paroisse de Sainte-Agathe.

Proclamations

Canada, }
Province of } F. LANGELIER.
Québec. }
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS Chs.
Assistant Attorney General. } Smith, esq., secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Quebec, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant Governor of Our said province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities, together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of the parishes of Saint Sylvestre and of Saint Patrice de Beauvillage, in the county of Lotbinière, in the said roman catholic diocese of Quebec, which they think most expedient to be detached from the parishes of Saint Sylvestre and of Saint Patrice de Beauvillage, and to be annexed to the parish of Saint Agathe, in the county of Lotbinière, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

The said territory to be detached from the parishes of Saint Sylvestre de Beauvillage and of Saint Patrice de Beauvillage, in the county of Lotbinière, to be annexed to the parishes of Sainte Agathe, same county, and comprising :

1. The lots from and including No. 247 up to No. 260 inclusively of the official cadastre of the parish of Saint Sylvestre de Beauvillage ; and

2 The lots from and including No. 385 up to No. 425 inclusively of the official cadastre of the parish of Saint Patrice de Beauvillage.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of that part of the parishes of Saint Sylvestre and of Saint Patrice de Beauvillage, hereinbefore described, to be and remain detached from the said parishes of Saint Sylvestre and of Saint Patrice de Beauvillage, and to be and remain annexed to the parish of Sainte Agathe.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie des paroisses de Saint-Sylvestre et de Saint-Patrice de Beauvillage, ci-dessus décrites, seront détachées des dites paroisses de Saint-Sylvestre et de Saint-Patrice de Beauvillage, et seront et demeureront annexées à la dite paroisse de Sainte-Agathe.

Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie des dites paroisses de Saint-Sylvestre et de Saint-Patrice de Beauvillage feront partie de la dite paroisse de Sainte-Agathe, pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent onze, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

ALEXANDRE DESMEULES,

3659 Sous-secrétaire de la province par intérim.

Canada, }
Province de } F. LANGELIER.
Québec. }

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que M. V.-P. Béchard, }
Assistant-Procureur-Général } secrétaire des commissaires dûment nommés }
secrétaire des commissaires dûment nommés } pour les fins du chapitre premier du titre neuf }
pour les fins du chapitre premier du titre neuf } des statuts refondus de la province de Québec, }
dans et pour le diocèse catholique romain de Chicoutimi, dans Notre province de Québec, tel que }
canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits }
statuts, transmis au Lieutenant-Gouverneur de }
Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de }
l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus }
convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Wilbrod, dans le comté du Lac Saint-Jean, dans le dit }
diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Wilbrod qui est un démembrement de la paroisse de Notre-Dame d'Hébertville, dans le comté du Lac Saint-Jean, comprend :

1° Dans le canton Signay, les lots depuis y compris le No 13 jusqu'au No 25 inclusivement du rang II du cadastre officiel de ce canton, et la partie du lot No 44 (chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean), du même cadastre, traversant ce rang ;

2° Dans le canton Labarre, les lots, tous inclus, de 1 à 12 du 1er rang ouest, de 1a à 12b du 2e rang ouest, de 1a à 6 du rang V, de 1a à 30 du 2e rang est, et de 1 à 30b du 3e rang (est du cadastre officiel de ce canton, ainsi que la partie du lot No 46 (che-

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said part of the parishes of Saint Sylvestre and of Saint Patrice de Beauvillage, above described, to be detached from the said parishes of Saint Sylvestre and of Saint Patrice de Beauvillage, and to be and remain annexed to the said parish of Sainte Agathe.

And We do hereby, constitute the said part of the said parishes of Saint Sylvestre and of Saint Patrice de Beauvillage, to be hereafter part of the said parish of Sainte Agathe, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this NINETEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, and in the second year of Our Reign.

By command,

ALEXANDRE DESMEULES,

3660 Acting Deputy Provincial Secretary.

Canada, }
Province of } F. LANGELIER.
Québec. }

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS V. P. }
Assistant Attorney General, } Béchard, esquire, }
secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Québec, in and for the Roman Catholic diocese of Chicoutimi, in Our province of Québec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said province of Québec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Wilbrod, in the county of Lake Saint John, in the said roman catholic diocese of Chicoutimi, to be as follows, that is to say :

The parish of Saint Wilbrod which is a dismemberment of the parish of Notre-Dame d'Hébertville, in the county of Lake Saint John, comprises :

1. In the township Signay, the lots from and including No. 13, up to No. 25 inclusively of range II of the official cadastre of the said township, and the part of lot No. 44 (Québec & Lake Saint John Railway), of the same cadastre, crossing such range.

2. In the township Labarre, the lots, all included, from 1 to 12 of the 1st western range, from 1a to 12b of the 2nd western range, from 1a to 6 of range V, from 1a to 30 of the 2nd eastern range, and from 1 to 30b of the 3rd eastern range of the

min de fer Québec & Lac Saint-Jean), du même cadastre, traversant quelques-uns des rangs susmentionnés.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Wilbrod, ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Wilbrod décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUINZIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent onze, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

ALEXANDRE DESMEULES,

3661 Sous-secrétaire de la province par intérim.

Canada,
Province de }
Québec. }
L. S.

F. LANGELIER.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le TRENTE-UNIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent onze, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le TRENTE-UNIEME jour du mois d'AOUT mil neuf cent onze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présente en Notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le DIXIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS EN DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre province de Québec.

official cadastre of the said township and also the part of lot No. 46 (Quebec & Lake Saint John Railway), of the same cadastre, crossing some of the aforesaid ranges.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Wilbrod aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Wilbrod to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Québec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable Sir FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this FIFTEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, and in the second year of Our Reign.

By command.

ALEXANDRE DESMEULES,

3662 Acting Deputy Provincial Secretary.

Canada,
Province of }
Québec. }
[L. S.]

F. LANGELIER

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the THIRTY FIRST day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the THIRTY FIRST day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and eleven, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE that, for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TENTH day of the month of OCTOBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our province of Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATORZIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent onze, et de Notre Règne la deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

3467

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FOURTEENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and eleven, and in the second year of Our Reign.

By order,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of Crown in Chancery,
Québec.

3468

Avis du Gouvernement

No 1487-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Québec, 19 septembre 1911.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 23 juin 1911, de détacher de la municipalité scolaire de Laverlochère et Baby, comté de Pontiac, les biens fonds ayant au cadastre officiel des cantons unis de Laverlochère et Baby, les Nos 25 à 52, inclusivement, du 1er rang; les Nos 25 à 47, inclusivement, du 2e rang; les Nos 32 à 47, inclusivement, du 3e rang, et d'annexer ce territoire à celle de Témiscamingue. 3651

Avis est par le présent donné que les associations charitables suivantes ont été licenciées et enregistrées pour faire les affaires d'associations charitables tel qu'énoncé dans leurs articles d'incorporation :

The Saint George's Society of Montreal; The Montreal Dispensary; The Grace Dart Home.

Les bureaux principaux de ces associations sont à Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce dix-neuvième jour de septembre 1911.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor.
Québec.

3653

La compagnie "The New Zeland Shipping Company Limited" été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Ernest William Foulds, de Montréal.

ALEXANDRE DESMEULES,

Sous-secrétaire de la province *par interim*.

Québec, 18 septembre 1911.

La compagnie "Holbrooks Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assi-

Government Notices

No 1487-10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

Québec, 19th September, 1911.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd June, 1911, for the detaching of Nos. 25 to 52, inclusively, of the 1st range, Nos. 25 to 47, inclusively, of the 2nd range, Nos. 32 to 47, inclusively, of the 3rd range of the official cadastre of the united townships of Laverlochère and Baby, from the school municipality of Laverlochère and Baby, Pontiac county, and to annex the same to the school municipality of Témiscamingue. 3652

Notice is hereby given that the following charitable associations have been licensed and registered to transact the business of a charitable association as set forth in their articles of incorporation :

The Saint George's Society of Montreal; The Montreal Dispensary; The Grace Dart Home.

The head offices of the associations are in Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this nineteenth day of September, 1911.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec.

3654

"The New Zeland Shipping Company Limited" has been authorized to business in the province of Québec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Québec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Ernest William Foulds of Montreal.

ALEXANDRE DEMEULES,

Acting Deputy Provincial Secretary.

Québec, 18th September, 1911.

The "Holbrooks Limited" Company has been authorized to do business in the province of Québec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Québec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving

gnations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Allan A. Magee, de Montréal.

ALEXANDRE DESMEULES,

Sous-secrétaire de la province *par interim*.

Québec, 18 septembre 1911.

La compagnie "The Godbout Lumber Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Cap Saint-Ignace.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Charles Lecours, de Cap Saint-Ignace.

ALEXANDRE DEMEULES,

Sous-secrétaire de la province *par interim*.

Québec, 18 septembre 1911.

3621

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de septembre 1911, constituant en corporation MM. Louis Eudore Caron, importateur, Joseph Vincent Jacquier, négociant, de Lyon, France, l'Honorable Philippe Auguste Choquette, avocat et sénateur, Cyrille F. Delage, notaire et M. P. P., Alfred Drouin, médecin, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir, vendre et aliéner des biens meubles et immeubles et hypothéquer les immeubles pour garantir des emprunts ;

Acheter, importer, manufacturer, vendre, etc., tous articles de soieries, rubans, velours, tissus, articles de fantaisie, mousselines, fournitures pour modes, passenteries et dorures, ornements d'églises, parfumeries, étoffes en crin et pour ameublements, étoffes pour communautés religieuses, orfèverie d'églises, draperies, câbles électriques, huiles et toutes marchandises générales, surtout de provenance française ;

Avoir droit d'employer en tout ou en partie pour les fins de la compagnie, à l'achat de propriétés mobilières ou immobilières des actions dans une autre compagnie, d'acquérir toute affaire semblable à celle faites par la compagnie, payer pour icelles, en argent ou stock payé et acquitté de la compagnie, ainsi que les frais d'organisation d'icelle, de s'amalgamer avec tout autre compagnie ou société dans le but d'acheter leur droits, privilèges, contrat, actif ou passif, et les payer par stock acquitté dans la présente compagnie, de faire des règlements pour la régie des affaires de la compagnie suivant que les directeurs le jugeront à propos, sous le nom de "La Compagnie Caron & Jacquier Limitée", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de septembre 1911

ALEXANDRE DESMEULES,

3637 Sous-secrétaire de la province *par interim*.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de septembre 1911, constituant en corporation MM. Hilarion Adolphe Létourneau, hôtelier, Alfred Richard, boucher, Arthur Ecrément, notaire, Wilfrid Gingras, comptable, William Weckins, épicier, tous cinq de Montréal, dans les buts suivants :

services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Allan A. Magee, of Montreal.

ALEXANDRE DESMEULES,

Acting Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 18th September, 1911.

"The Godbout Lumber Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Cap Saint Ignace.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Charles Lecours, of Cap Saint-Ignace.

ALEXANDRE DESMEULES,

Acting Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 18th September, 1911.

3622

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1911, incorporating Messrs. Louis Eudore Caron, importer, Joseph Vincent Jacquier, trader, of Lyons, France, the Honorable Philippe Auguste Choquette, advocate and senator, Cyrille F. Delage, notary and M. P. P., Alfred Drouin, physician, of the city of Quebec, for the following purposes :

To acquire, sell and alienate moveable and immoveable properties and to hypothecate real estate to guarantee loans ;

To purchase, import, manufacture, sell, etc., any articles of silk, ribbons, velvet, tissues, fancy goods, muslins, furnishings for dress goods, trimmings gilding, church ornaments, perfumery, hair and furniture goods, cloth goods for religious communities, church ornaments, draperies, electric cables, oils and other merchandise in general, especially produced in France ;

To have the right to use in whole or in part, for the purposes of the company, in the purchase of moveable or immoveable properties, shares in another company, to acquire any similar business to that carried on by the company, to pay for the same in money or paid up shares of the company, as well as the costs of organisation of such, to amalgamate with any other company or firm for the purpose of buying their rights, privileges, contracts, their assets and liabilities, and to pay for same by paid up shares in this company, to pass by-laws for the management of the affairs of the company as the directors shall deem fit, under the name of "La Compagnie Caron & Jacquier, Limitée," with a total capital of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Secretary of the province, this eighteenth day of September, 1911.

ALEXANDRE DEMEULES,

3638 Acting Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1911, incorporating Messrs. Hilarion Adolphe Létourneau, hotel keeper, Alfred Richard, butcher, Arthur Ecrément, notary, Wilfrid Gingras, accountant, William Weckins, grocer, all five, of Montreal, for the following purposes.:

Faire le commerce en général d'hôtel, de restaurant ; le droit de tenir des dépôts de journaux dans les établissements exploités par la compagnie, ainsi que des chaises de cirours de bottes, et le droit de vendre des cigares, cigarettes, et d'avoir une ou des boutiques de barbiers, conformément à la loi de l'Association des barbiers de la province de Québec ;

Le droit d'acheter, louer, posséder ou autrement acquérir, ou de vendre ou de disposer de quelque façon que ce soit, tous les immeubles et tous les biens nécessaires aux affaires de la compagnie ;

Le droit d'acheter tout hôtel ou restaurant déjà en opération et de les payer ou en argent ou en parts acquittées de la compagnie, à un prix à être déterminé par la compagnie ; acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre et échanger des actions, stock ou débetures ou garanties de toutes corporations faisant les mêmes affaires que celles de la compagnie ; faire les choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "The Arbores Hotel Company, Limited," avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacun.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de septembre 1911.

ALEXANDRE DESMEULES,

Assistant-secrétaire de la province,
par interim.

3663

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des Compagnies Minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de septembre 1911, constituant en corporation MM. Louis Philippe Pelletier, avocat, Neuville Belleau, agent de change, Elzéar Baillargeon, avocat, Pierre Édouard Beaudoin, marchand général, et Henri Marchand, comptable, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais ;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques ; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droit de préemption, ou tout autre intérêt en iceux ; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou de ces inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 et 6741, en la manière y prescrite ;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ;

Construire, acquérir, posséder, affréter, et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bous, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière et les garder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou

To carry on generally a hotel and restaurant business ; to have the right to keep news-stands in establishments operated by the company, and also shoe shining chairs, and the right to sell cigars, cigarettes, and to have one or more barber shops, in conformity with the Barbers Association Act of the province of Quebec ;

The right to purchase, lease, hold or otherwise acquire, sell or dispose of in any manner whatsoever, all the immovables and property necessary for the business of the company ;

The right to purchase any hotel or restaurant actually in operation, and pay for same either in cash or paid up shares of the company, at a price to be determined by the company ; to acquire, hold, lease, pledge, hypothecate, sell and exchange shares, stock or debentures or securities of any corporations carrying on the same kind of business as that of the company ; to do such things and exercise all the powers and transact any business in connection with the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "The Arbores Hotel Company, Limited", with a total capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary of the province, this eighteenth day of September, 1911.

ALEXANDRE DESMEULES,

Acting Deputy Provincial Secretary.

3664

Public notice is hereby given that, under the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1911, incorporating Messrs. Louis Philippe Pelletier, advocate, Neuville Belleau, stockbroker, Elzéar Baillargeon, advocate, Pierre Édouard Beaudoin, general merchant, and Henri Marchand, accountant, of the city of Quebec, for the following purposes :

To prospect and explore for mines and minerals ;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever be mined, dug for, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein ; mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes ;

To build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations ;

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 and 6741 in the manner therein prescribed.

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen ;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products ;

To receive in payment for minerals, lands, merchandise or work, shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company and hold the same or dispose thereof ;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person

d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la présente section, et les payer, au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes ;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation ;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6746, 6747, 6748, 6749 des statuts révisés de la province de Québec, 1909, dans la manière y prescrite, notamment que les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions ;

Faire tous les actes ou opérations qui sont incidents ou accessoires pour l'accomplissement des objets ci-dessus ou de partie d'iceux, sous le nom de "La Compagnie d'Amiante de Thetford Centre," avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de septembre 1911.

ALEXANDRE DESMEULES,

3635 Sous-secrétaire de la province par intérim.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de septembre 1911, constituant en corporation MM. William Johnson, agent de change, Alexander Ronald Johnson, avocat, Leslie Hale Boyd, avocat et conseil du Roi, William Johnson, jr., agent de change, et Gordon Campbell Fletcher, agent, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de manufacturiers, acheteurs et vendeurs de toutes sortes de nouveautés, articles et marchandises qui peuvent être manufacturés avec les matériaux utilisés dans ces diverses choses ;

Manufacturer, acheter ou acquérir autrement, détenir, posséder, vendre, se charger et transférer, investir et faire le commerce de marchandises et de petits objets de toutes sortes et descriptions ;

Acheter, prendre à loyer, ou acquérir autrement, aucun intérêt dans toute construction, ouvrages ou propriétés mobilières ou immobilières qui peuvent être nécessaires aux intérêts de la compagnie ;

Acheter ou acquérir autrement toute protection provisoire ou autres ainsi que des licences en rapport avec toutes inventions, patentes, marques de commerce ou noms, dessins, droit de propriété, idées qui peuvent paraître utiles et avantageuses à la compagnie, et d'éprouver, développer, prolonger, renouveler, vendre et accorder des licences exclusives ou nom en rapport avec ces choses, ou autrement en faire le commerce ;

Agir comme agents pour autres personnes manufacturant ou faisant des affaires semblables ;

Investir ou faire le commerce d'actions dans d'autres corporations avec l'argent de la compagnie qui n'est pas immédiatement requis dans ses affaires de temps à autre ;

Payer pour aucun service rendu ou pour toute propriété ou droits acquis par la compagnie, de la manière la plus convenable, par l'émission d'actions payées ou en parties payées ou en autres garanties de la compagnie ;

Acheter ou acquérir autrement l'achalandage, l'entreprise, les droits, la propriété et l'actif, et se charger d'une partie ou de tout le passif d'une personne, société, compagnie ou association faisant des affaires semblables à celles de cette compagnie, ou qu'elle a le droit de faire ou d'entreprendre ; et de faire, conduire et liquider aucun de ces commerces

or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charge appertaining thereto ;

To do all such acts and operations as are accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated ;

To exercise all the powers set forth in articles 6746, 6747, 6748, 6749, of the revised statutes of the province of Quebec, 1909, in the manner prescribed therein, especially that the shareholders shall incur no responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares ;

To do all such acts and operations as are incidental or accessory for the fulfillment of the above objects, or portion of same, under the name of "La Compagnie d'Amiante de Thetford Centre", with a total capital of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand dollars (\$5,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of September, 1911.

ALEXANDRE DEMEULES,

3636 Acting Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the eighteenth day of September, 1911, incorporating Messrs William Johnson, broker, Alexander Ronald Johnson, barrister, Leslie Hale Boyd, advocate and Kings Counsel, William Johnson, junior, broker, and Gordon Campbell Fletcher, agent, of the city and district of Montreal, for the following purpose :

To carry on the business of manufacturing, buying, selling and dealing in all kinds of novelties, articles and commodities which may be manufactured out of the materials used or connected therewith ;

To manufacture, purchase or otherwise acquire, hold, own, sell, assume and transfer, invest, trade and deal in goods, wares and merchandise of every kind and description.

To purchase, take on lease, or otherwise acquire any interest in such other buildings, works or properties moveable or immovable, which may be necessary for the purposes of the company ;

To purchase or otherwise acquire provisional or other protection and licenses in respect of any inventions, patents, trade marks or names, designs, copyrights, ideas which may appear likely to be advantageous or useful to the company, and to test, develop, prolong, renew, vend, grant exclusive or other licenses in respect of or otherwise deal with all or any of the same ;

To act as agents for others manufacturing or dealing in similar articles ;

To invest or deal in shares in any other corporation with moneys of the company not immediately required for the purposes of the company from time to time.

To pay for any services rendered to or property or rights acquired by the company, in such manner as may seem expedient, by the issue of shares either fully or partially paid up, or other securities of the company ;

To purchase or otherwise acquire the goodwill, undertaking, rights, property and assets and to assume the whole or any part of the liabilities of any person, firm, company or association carrying on any business with objects similar to those of this company, or which the company has power to carry on, or undertake ; and to carry on, conduct

acquis, et de faire ou continuer aucun contrat ou arrangement avec aucune personne, société ou corporation ci-dessus nommés en rapport avec l'amalgamation, le travail conjoint, la co-opération, la division des profits ou autrement ;

Vendre, transporter ou disposer de tout ou d'une partie des affaires ou entreprises de la compagnie, à aucune compagnie ou personne, société ou corporation faisant les mêmes affaires que celles-ci, et accepter en retour pour aucune de ces ventes, transports ou dispositions, des actions, débetures, propriétés ou autres garanties appartenant à la compagnie ;

Faire aucun autre commerce soit manufacturier ou autrement, qui peut être fait convenablement avec les officiers de la dite compagnie, sous le nom de " Utilities Limited ", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de septembre 1911.

ALEXANDRE DESMEULES,
3627 Sous-secrétaire de la province par intérim.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-huitième jour de septembre 1911 à " La Brasserie Champlain Limitée ", par lesquelles elle a été autorisée à subdiviser ses deux mille cinq cents (2500) actions actuelles de cent piastres (\$100.00) en douze mille cinq cents (12,500) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune, et autorisant l'émission au porteur de sept mille huit cent soixante et quinze (7875) de ces actions ainsi subdivisées.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de septembre 1911.

ALEXANDRE DESMEULES,
3641 Sous-secrétaire de la province par intérim.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de septembre 1911, constituant en corporation MM. William Gardner Craig, marchand, David Murray, banquier, William Herchmer Craig, comptable, Reuben Alexander McLelland, manufacturier, de la cité de Kingston, dans la province d'Ontario, Joseph Napoléon Thibodeau, notaire, Henri William Albre, agent, et Joseph Roy, avocat, de la ville de Mégantic (Lake Megantic), dans le district de Saint-François, dans les buts suivants :

S'engager dans le commerce d'immeubles et en général dans toutes les entreprises concernant les immeubles, tant comme principal que comme agent ;

Faire les affaires d'une compagnie de terres, avec le pouvoir d'acheter, posséder, développer, améliorer, défricher, coloniser, cultiver, louer, garantir, hypothéquer, échanger, vendre des immeubles et terres cultivés ou non et tout intérêt ou droit sur iceux, en faire le commerce et en disposer, autrement, et, pour cette fin, encourager à, payer et placer le capital sur achat, arpentage, défrichement, amélioration, développement et préparation pour l'occupation et établissement des dites terres suivant qu'il sera nécessaire pour les fins de la dite compagnie, dans et sur les dites terres ; faire, construire, ériger, bâtir et maintenir des chemins, ponts et autres communications intérieures, maisons, moulins, factories, et manufactures et autres bâtisses et travaux nécessaires ou propres à l'occupation ou amélioration d'aucune des dites terres, et mettre en opération et faire tous travaux ou améliorations sur icelles ;

and liquidate any such business so acquired, and to make and carry into effect any contracts or agreements with any person, firm or company as aforesaid with respect to amalgamation, joint working, cooperation, division of profits or otherwise ;

To sell, transfer or dispose of the whole or any part of the business or undertaking of the company, to any company, or to any person, firm or corporation carrying on a similar business, and to accept as consideration for any such sale, transfer, disposal, any shares, debentures, securities or property belonging to the company ;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, under the name of " Utilities Limited ", with total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of September, 1911.

ALEXANDRE DESMEULES,
3628 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1911, to " La Brasserie Champlain, Limitée ", by which it has been authorized to subdivide its two thousand five hundred (2,500) actual shares of one hundred dollars (\$100.00) into twelve thousand five hundred (12,500) shares of twenty dollars (\$20.00) each, and authorizing the issue to the holder of seven thousand eight hundred and seventy-five (7,875) of the said shares thus subdivided.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of September, 1911.

ALEXANDRE DESMEULES,
3642 Acting Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1911, incorporating Messrs. William Gardner Craig, merchant, David Murray, banker, William Herchmer Craig, chartered accountant, Reuben Alexander McLelland, manufacturer, of the city of Kingston, in the province of Ontario, Joseph Napoléon Thibodeau, notary, Henri William Albre, agent, and Joseph Roy, advocate, of the town of Megantic, (Lake Megantic), in the district of Saint Francis, for the following purposes :

To enter into the real estate business and generally into all undertaking respecting real estate, both as principal and as agents ;

To carry on the business of a land company, with the power to purchase, hold, develop, improve, clear, colonize, cultivate, lease, pledge, hypothecate, exchange, sell immoveables and lands, under cultivation or not, and any interest or right therein, deal in and otherwise dispose of same to promote the, or to pay out and invest capital in the purchase, surveying, clearing, improvement, development and preparation for the occupation and settlement of the said lands as it may be necessary for the purpose of the said company, in and on the said lands ; to make, construct, erect, build and maintain roads, bridges and other interior communications, houses, mills, factories, manufactories and other buildings and works necessary or proper for the occupation or improvement of any of the said lands, and operate and do any work or improvement on same ;

Construire ou encourager la construction des maisons d'habitation et autres bâties sur les dits immeubles ou sur aucune partie d'iceux ;

Vendre, louer, transporter hypothéquer, échanger les dits immeubles ou toute partie d'iceux, en disposer ou en faire le commerce autrement et développer, améliorer et tracer aucune telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations avec l'approbation des actionnaires ;

Aider au moyen d'avances ou autrement dans la construction et entretien des chemins, rues, ouvrages hydrauliques, égouts et autres travaux d'améliorations calculés à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et à augmenter sa valeur ;

Prendre et détenir des hypothèques, prêts et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété, vendue par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie des acquéreurs ou avances par la compagnie aux acquéreurs pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Acheter, louer ou acquérir autrement des pouvoirs d'eau et privilèges en iceux, et les développer pour l'usage de manufactures et pour la transmission de pouvoirs électriques devant servir aux opérations de la compagnie, dans le comté du Lac Mégantic ;

De faire les affaires de manufacturier en général ;

Acquérir, produire et transmettre le pouvoir moteur de toutes sortes, comprenant le courant électrique pour tout usage, et d'en faire le commerce soit par vente, loyer ou autrement, dans le comté du Lac Mégantic ;

Construire, acquérir, maintenir et mettre en opération tous ou aucun de ces moulins, manufactures ou autres industries, suivant qu'il sera nécessaire avec permis de se fusionner avec aucune autre compagnie, ayant les mêmes pouvoirs et objets, ou acquérir par achat, loyer ou autrement les droits et privilèges de telle compagnie, et d'acquérir, tenir et disposer par vente, loyer ou autrement, tous meubles et propriétés immobilières étant nécessaires pour les affaires de la compagnie ;

Faire les affaires de constructeur et contracteur en général, entreprendre par contrat ou autrement la construction de toute sorte, et d'acheter, acquérir, détenir, louer ou vendre le matériel nécessaires à ces fins ;

Faire les affaires d'hôteliers et de places de villégiature, et d'ériger, construire ou acheter, louer ou acquérir toutes constructions ou maisons nécessaires à cet effet ;

Acheter, acquérir, garder, transporter, vendre des actions, stock, débetures ou garanties d'aucune autre compagnie ayant les mêmes objets que celles-ci ou faisant aucune affaire pouvant être conduite de manière à donner des bénéfices à cette compagnie, et d'en disposer ;

Émettre, transporter et donner comme actions acquittées du capital de la compagnie en paiement de toutes industries, franchises, entreprises, droits de propriétés, privilèges, loyer, hypothèque, licences, contrats, immeubles, stocks, actifs et pour tout autre propriété ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir ;

Acquérir, vendre aucune partie des immeubles ou autres propriétés de la compagnie suivant les termes et conditions que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement, et accepter en paiement ou partie de paiement de ces choses vendues, soit de l'argent, des actions, des débetures du stock ou des garanties de toute autre compagnie, faisant les mêmes affaires et ayant les mêmes objets ;

Se fusionner avec aucune autre compagnie ayant les mêmes pouvoirs et les mêmes objets en vu, suivant les arrangements et conditions convenus ;

Agir comme agent pour vendre, louer, gérer et administrer des immeubles et en être rémunéré par commission pour ces services rendus, sous le nom

To construct or to promote the construction of dwelling houses and other buildings on the said immoveables or any part thereof ;

To sell, lease, transfer, hypothecate, exchange the said immoveables or any part thereof, dispose of or otherwise deal in same and develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To make advance by way of loans to purchasers or leases of any part of the immoveables of the company, for the purposes of construction or other improvements, with the approval of the shareholders ;

To aid by way of advances, or otherwise, in the construction and maintenance of roads, streets, water-works, drains or other improvements works calculated to render the property of the company more accessible and to enhance its value ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from the purchasers or advances by the company to purchasers for building propose or other improvements ;

To purchase, lease or otherwise acquire water powers and water privileges, and develop same for manufacturing purposes or generating power of electricity with which to carry on the company's operations, in the county of Lake Megantic ;

To carry on a general manufacturing business ; to acquire, produce and transmit motive power of any and all kinds, including electric current for any and all uses, and to deal therein either by sale, lease or otherwise, in the county of Lake Megantic ;

To construct, acquire, maintain and operate all and every such mills, factories and other and plants, as may be necessary with power to consolidate with any other company with like powers and aims, to acquire by purchase, lease or otherwise the right and privileges of such company, and to acquire, hold and dispose of by sale, lease or otherwise, all such moveable or immoveable property as may be necessary for the purposes of the company ;

To act as general builders and contractors ; undertake by contract or otherwise building work of any kind, and to purchase, acquire, hold, lease or sell any material necessary for such purpose ;

To carry on the hotel and summer resort business ; and to erect, construct or purchase, lease or acquire any building and houses necessary for such purposes ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell shares, stock, debentures or securities of any other company having the same object as those of this company or carrying on any business capable of being conducted for the benefit of the company, and dispose of same ;

To issue, transfer and give as paid up shares of the capital stock of the company in payment for any business, franchises, undertakings, property, rights, privileges, leases, hypothecs, licenses, contracts, immoveables, stocks, assets and other property or rights that the company may legally acquire in virtue thereof ;

To sell any part of the immoveable or other property of the company for such consideration and on such terms and conditions as the company may deem advisable or otherwise dispose of same, and accept money, shares, debentures, stock or securities of any other company having the same object as those of this company in payment or part payment of same ;

To amalgamate with any company having objects, similar powers to those of this company, on the clauses and conditions that may be agreed on ;

To act as agents to sell, lease, manage or administer immoveables, and be paid commission for services rendered, under the name of "The Lake

de "The Lake Megantic Realty Company Inc.", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Mégantic, district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de septembre 1911.

ALEXANDRE DESMEULES,

3623 Sous-secrétaire de la province par intérim.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de septembre 1911, constituant en corporation MM. Charles Howard Putnan, courtier, Peter P. Salter, gentilhomme, de la cité d'Ottawa, Jean Baptiste Galarneau, gentilhomme, de Hull, James K. Paisley, hôtelier, de la cité d'Ottawa, James Charles Wright, commerçant, de la cité de Hull, Lionel Gendron, employé civil, et Lorenzo A. Leduc, avocat, de la cité de Hull, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'une compagnie de terrain de course (hypodrome) dans toutes ses branches, et en particulier de tracer et préparer des terrains pour faire des courses au galop, à obstacles ou toutes autres sortes de courses, et pour aucun jeu athlétique ou toutes autres sortes d'amusements, récréation, jeux ou divertissements, et de construire de grandes et autres estrades ainsi que des baraquas, des étables et enclos pour chevaux, des places pour rafraîchissements, ainsi que d'autres constructions, bâtisses et accessoires permanentes ou temporaires, étant de nature directement ou indirectement à être profitable aux objets de la compagnie ; et de faire, tenir et promouvoir des concours de courses, des concours athlétiques ainsi que des expositions agricoles de chevaux et de toutes autres choses, et enfin utiliser la propriété de la compagnie et user de ses droits, et de donner et contribuer aux prix, coupes, enjeux et autres récompenses, sous le nom de "The Hull Driving Club Incorporated", avec un capital total de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quarante mille (40,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de septembre 1911.

ALEXANDRE DESMEULES,

Sous-secrétaire de la province,

3625 par interim.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de septembre 1911, constituant en corporation MM. George Ritchie Starke, secrétaire de la Dominion Transport Co., Limited, William Andrew Clark, agent général de la Dominion Express Company Limited, Wm. Walker, maître charretier, Kenneth Robertson, marchand de charbon, John Cunningham, marchand de charbon, Edward F. Schmidt, agent d'assurance, et Edward Eugène Belcourt, gérant de la The Shedden Forwarding Co., Limited, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Promouvoir et faciliter le développement et l'amélioration de toutes rues et chemins nécessaires à la circulation du public et au trafic de camions et autres voitures en général ;

Suggérer et proposer toutes mesures, lois municipales et autres législations nécessaires pour la protection des voitures et du trafic en général, aussi bien que pour la protection des propriétaires de chevaux, voitures et automobiles privés ;

S'opposer à toutes mesures et actions préjudiciables à tel trafic et injurieux pour les chevaux ou

Megantic Realty Company Inc., with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Megantic, district of Saint Francis.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of September, 1911.

ALEXANDRE DESMEULES,

3624 Acting Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1911, incorporating Messrs. Charles Howard Putnan, broker, Peter P. Salter, gentleman, of the city of Ottawa, Jean-Baptiste Galarneau, gentleman, of the city of Hull, James K. Paisley, hotel keeper, of the city of Ottawa, James Charles Wright, trader, Lionel Gendron, civil employee, and Lorenzo A. Leduc, advocate, of the city of Hull, for the following purposes :

To carry on the business of a race course company in all its branches and in particular to lay out and prepare any lands for the running of horse races, steeplechases or races of any other kind and for any kind of athletic sports or any other kind of amusement, recreation, sport or entertainment, and to construct grand stands or other stands, booths, stabling for horses, paddocks, refreshment rooms and other erections, buildings and conveniences, whether of a permanent or temporary nature, which may seem directly or indirectly conducive to the company's objects, and to conduct, hold and promote race meetings and athletic sports and agricultural, horse and other shows and exhibitions and otherwise utilise the company's property and rights and to give and contribute, towards prizes, cups, stakes and other rewards, under the name of "The Hull Driving Club, Incorporated", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into forty thousand (40,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Hull.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of September, 1911.

ALEXANDRE DESMEULES,

3626 Acting Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1911, incorporating Messrs. George Ritchie Starke, secretary Dominion Transport Co., Limited, William Andrew Clark, general agent of Dominion Express Company, Limited, Wm. Walker, master carter, Kenneth Robertson, coal merchant, John Cunningham, coal merchant, Edward F. Schmidt, insurance agent, and Edward Eugène Belcourt, manager, of The Shedden Forwarding Co., Limited, of the city of Montreal, for the following purposes :

To promote and facilitate the development and improvement of all streets and roads necessary to public circulation and to general rolling and vehicular traffic ;

To suggest and propound all measures, municipal by-laws and other legislation, necessary for the protection of the rolling and vehicular traffic generally, as well as for the protection of the private owners of horses, vehicles and automobiles ;

To oppose all measures and acts detrimental to such traffic and injurious to horses and other

autres animaux ainsi qu'à toutes voitures utilisées dans ce trafic ;

De faire toutes choses étant à propos et nécessaires pour la protection du trafic en général ; ;

Avoir pour ces projets ci-dessus mentionnés des membres promoteurs, titulaires ainsi qu'associés ;

Considérer comme membres, promoteurs ou titulaires toute personne, compagnie ou corporation souscrivant et payant pour une ou plusieurs actions de la dite association, et d'accorder à ces personnes, compagnies ou corporations quand elles sont représentées par un de leurs membres ou officiers à toutes assemblées de l'association, les mêmes droits et privilèges qu'à aucun membre individuel de l'association ;

Nommer des membres associés d'après les conditions déterminées par les règlements à être adoptés par les membres incorporés de l'association ;

Accepter et recevoir toutes sortes de dons, contributions et souscriptions d'aucun de ses membres ou autres personnes, associations ou corporations ;

Prendre des actions et intenter toute procédure légale en rapport avec les objets et fins de l'association ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, vendre, détenir, hypothéquer, louer, en tout ou en partie des immeubles ;

Acquérir, détenir et vendre des meubles de toutes sortes et exercer tous les pouvoirs déterminés par l'acte des corporations et jouir de tous les privilèges ; investir sur hypothèques, immeubles et meubles engagés, débetures, bons, stocks et toutes autres garanties, le tout sujet aux lois de compagnies de Québec ;

Acheter ou acquérir autrement, d'aucune personne, administrateurs, exécuteurs, société ou compagnie aucune affaire en rapport avec les objets de celle-ci, ainsi que toutes choses leur appartenant, et de payer pour ces acquisitions en argent, en actions acquittées ou garanties de la compagnie, ou autrement ;

Emettre des actions, bons, débetures de la compagnie pour le besoin général de ses affaires suivant les termes et conditions que la compagnie le jugera à propos ;

Louer ou sous louer aucune propriété de la compagnie et de vendre ou disposer autrement de ses affaires, de sa clientèle, son actif, passif, contrats, propriétés et entreprises de la dite compagnie ou aucune partie de ou aucune partie d'icelles ou d'aucune autre compagnie acquise par celle-ci, pour les considérations qu'elle jugera à propos et en particulier pour des actions, débetures ou garanties d'aucune autre compagnie ayant en partie ou en tout les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Promouvoir ou aider à promouvoir, et devenir actionnaire dans aucune compagnie auxiliaire faisant ou ayant pour objets les mêmes affaires que cette compagnie et entrer en arrangement, union d'intérêts, concessions réciproques ou autrement, avec aucune personne ou compagnie, et de prendre ou acquérir ou autrement des actions et garanties de ces compagnies et de détenir, vendre, hypothéquer, engager, émettre de nouveau avec ou sans garanties ou autrement en faire commerce ;

Accepter en paiement de tout ouvrage fait par la compagnie ou d'aucune créance, due à la dite compagnie, du stock, actions, bons, débetures ou autres garanties d'aucune compagnie.

Faire toutes autres choses nécessaires, appropriées et convenables pour l'accomplissement d'aucun des objets de la compagnie ci-dessus énumérés ou qui pourrait en aucun temps être nécessaire à la protection ou bénéficiaire à la compagnie, soit comme tenancier ou intéressé dans aucune propriété ou autrement, sous le nom de "The Montreal Vehicular Traffic Company", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille (1000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

animals and to all vehicles used and employed in said traffic ;

To do every act and deed which may be expedient or necessary for the protection of the rolling and vehicular traffic generally ;

To have, for the purposes aforesaid, charter or titular members and also associate members ;

To consider as charter or titular members every person, or company or corporation subscribing to and paying for one or more shares of the said association and to grant such company or corporation, when represented by one of its members or officers at all meeting of the association, the same rights and privileges as individual members of the association ;

To appoint associate members upon conditions determined by the by-laws to be adopted by the charter members of the association and the rights and privileges of said associate members to be also determined in the same manner ;

To accept and receive all kinds of gifts, contributions and subscriptions from any of its members or other persons, or associations, or corporations ;

To "ester en justice" and institute all legal proceedings in connection with the object and purposes of the association ;

To acquire, by purchase, lease or otherwise, sell, hold, hypothecate, rent, in whole or in part, real estate ;

To acquire, hold and sell moveable property of any description and to exercise all the powers vested in corporations, and to also enjoy all their privileges ; and to invest, subject to the requirements of the Companies' Act, in mortgages and hypothecs upon immoveables and pledge moveables, debentures, bonds, stocks and other securities ;

To purchase or otherwise acquire, from any person, trustees, executors, firm or company any business within the object of the company and all things and objects appertaining thereto, and to pay for all such acquisitions in cash, paid up stock or securities of the company or otherwise ;

To issue stock, bonds and debentures of the company to meet its general requirements upon such terms and conditions as the association may deem advisable ;

To let or sublet any property of the company and to sell or otherwise dispose of the business, good-will, assets, liabilities, contracts, property and undertaking of the company or any part thereof or of any company acquired by the present company for such considerations as the company think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To promote or assist in promoting and to become a shareholder in any subsidiary allied or other company carrying on or having similar objects to that of this company and to enter into arrangements, union of interest reciprocal concessions or otherwise with such person or company and take or otherwise acquire shares and securities of such company, and to hold, sell, hypothecate, pledge, re-issue with or without guarantee or otherwise deal in the same ;

To accept in payment of any work done by the company or of any debts due to said company, stock, shares, bonds, debentures or other security of any company ;

To do all and every thing necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any of the property or attainments of any one or more of the objects herein enumerated or which shall or may at any time appear to be necessary for the protection or benefit of the corporation either as holders of or interested in any property or otherwise, under the name of "The Montreal Vehicular Traffic Company", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de septembre 1911.

ALEXANDRE DESMEULES,
3639 Sous-secrétaire de la province par intérim.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'août 1911, constituant en corporation MM. Eusèbe Dion et Daniel Dion, marchands, Léopold Laplante, teneur de livres, Arthur Laplante, chef de département, Joseph A. Préjent, commis, de Salaberry de Valleyfield, dans les buts suivants :

Acheter, fabriquer et vendre en gros et en détail tout genre de marchandises et produits quelconques ;

Exercer tout commerce généralement et spécialement faire en gros et en détail les affaires généralement faites dans un magasin à département ou à rayons, ou par ordres postaux ;

Agir comme agents ou courtiers de manufacturiers ou commerçants pour tous effets de commerce quelconques ;

Établir des succursales ou établissements auxiliaires du bureau principal d'affaires ;

Exercer l'industrie de fabrication ou de manufacture des produits et marchandises dont la compagnie fera commerce, ou autres ;

Acheter ou acquérir autrement en tout ou en partie tout commerce en opération ou toute industrie identiques à ceux exploités par la compagnie, et tous terrains, propriétés, droits, franchises et contrats s'y rapportant, et payer le prix d'achat en tout ou en partie en actions libérées, obligations, bons ou débetures et autres valeurs de la compagnie ;

Louer, sous-louer, vendre ou autrement disposer en tout ou en partie de toute propriété, franchise, droits, actions, privilèges, entreprises ou autre actif de la compagnie pour la compensation qu'elle jugera à propos et en particulier pour des actions, bons ou débetures ou valeurs quelconques de toute autre compagnie ;

Acheter, acquérir, détenir et disposer des actions de toute autre compagnie dont le but est semblable à celui de la présente compagnie, ou y est utile ou s'y rattache et les payer en actions libérées, ordinaires ou préférentielles, ou en bons et débetures de la présente compagnie ;

Acquérir, utiliser, vendre ou louer tous brevets d'invention, marques de commerce et dessin de machines, étampes, procédés, outils, ustensiles et autres choses et articles employés ou qui seront employés dans l'entreprise de la compagnie, et les payer en actions libérées ou en bons de la compagnie, si la chose est jugée à propos ;

Payer pour toute propriété, droits ou choses acquis par la compagnie ou pour services rendus à la compagnie en actions libérées, ordinaires ou préférentielles ou en bons et débetures de la compagnie ;

Se fusionner pour le tout ou pour partie des opérations de la compagnie avec toute autre personne ou compagnie faisant un commerce semblable à celui de la présente compagnie ou des opérations identiques à celles sur lesquelles portera la fusion ;

Faire toute convention pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, le risque conjoint, la concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie concernant toute transaction, entreprise ou affaire que cette compagnie est autorisée ou tenue de faire ou susceptible d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Produire et accumuler l'électricité et la force électromotrice pour la lumière, la chaleur et le pouvoir et la louer et vendre dans le district de Beauharnois ;

Faire toute convention avec les autorités municipales ou autres qui peuvent paraître utiles aux

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of September, 1911.

ALEXANDRE DESMEULES,
3640 Acting Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of August, 1911, incorporating Messrs. Eusèbe Dion and Daniel Dion, merchants, Léopold Laplante, book-keeper, Arthur Laplante, department overseer, Joseph A. Préjent, clerk, of Salaberry de Valleyfield, for the following purposes :

To purchase, manufacture and sell wholesale and retail all kinds of merchandise and products whatsoever ;

To carry on any business in general and especially to do wholesale and retail the business generally done in a departmental store or through mail orders ;

To act as manufacturers' or mercantile agents or brokers for any kind of commercial goods ;

To establish branches or auxiliary establishments of the head office ;

To carry on the business of fabrication or manufacturer of the products and merchandises which the company shall deal in, or others ;

To purchase or otherwise acquire in whole or in part any business in operation or any industry similar to those carried on by the company, and all lands, properties, rights, franchises and contracts relating thereto, and to pay the purchase price in whole or in part in paid up shares, bonds or other securities of the company ;

To let, sublet, sell or otherwise dispose of in whole or in part of any property, franchise, rights, shares, privileges, or other asset of the company for the compensation it shall deem fit and in particular for shares, bonds or debentures or securities whatever of any other company ;

To purchase, acquire, hold and dispose of the shares of any other company whose purpose is similar to that of this company, or is useful thereto or is connected therewith and to pay for them in paid up, ordinary or preferred shares, or in bonds and debentures of this company ;

To acquire, utilize, sell or lease any patent rights, trade marks, machinery patterns, mouldings, processes, tools, implements and other things and articles in use or which may be used in the business of the company, and to pay for same in paid up shares or debentures of the company, if such is judged proper ;

To pay for any property, rights or things acquired by the company or for services rendered to the company in paid up, ordinary or preferred stock, or in bonds and debentures of the company ;

To unite for the whole or for part of the operations of the company with any other individual or company doing the same kind of business as this company or carrying on operations similar to those which the amalgamations would bear upon ;

To enter into any agreement for the sharing of profits, the union of interests, cooperation, joint risk, reciprocal concessions or otherwise with any individual or company concerning any transaction, enterprise or business which this company is authorized or held to carry on or liable to be carried on directly or indirectly for the benefit of said company ;

To produce and accumulate electricity and electric power for light, heat and power and to lease and sell same in the district of Beauharnois ;

To enter into any agreement with municipal authorities or others which may appear useful for the

objets de la compagnie ou aucun d'eux et obtenir de telles autorités tous droits, privilèges et concessions nécessaires à la poursuite des opérations de la compagnie ;

Faire des avances en argent aux clients de la compagnie ou autres en affaires avec la compagnie et d'accepter des garanties de toutes sortes pour les remboursements et l'exécution des conventions avec eux ;

De placer les argents de la compagnie qui ne seraient pas requis pour ses affaires de telle manière et sur telles garanties qui seront déterminées de temps en temps ;

D'aider au moyen de prêts ou souscription d'actions ou autrement aucune des compagnies dans lesquelles la présente compagnie pourrait être intéressée, afin de sauvegarder ses intérêts ;

Etablir et supporter et aider à l'établissement et maintien de toutes associations ou institutions établies pour l'avantage et bénéfice des employés ou ex employés de la compagnie ou ses prédécesseurs en affaires ou ceux qui dépendent d'eux et d'accorder des pensions ou payer des primes d'assurance pour les employés, ou souscrire ou garantir des argents pour tous objets de bienfaisance et de charité, ou pour toute exposition, ou pour toutes fins publiques ou d'utilité générale ;

Acquérir les affaires et biens ou aucune partie des affaires et biens de Eusèbe Dion et de Daniel Dion, deux des requérants, avec tout ou partie de l'actif et du passif de la maison de commerce d'Eusèbe Dion, à Valleyfield, ainsi que le privilège de continuer le commerce ;

Nommer un procureur ou des représentants à la condition que ce procureur ou représentants soient des actionnaires ; pour assister et voter pour et au nom de la compagnie aux assemblées des compagnies dont elle peut détenir ou acquérir des actions, bons ou autres valeurs ;

Placer son surplus de fonds dans le rachat de ses propres actions, obligations ou autres garanties ou autrement ;

Distribuer les biens de la compagnie en espèces parmi les membres ;

Donner par l'entremise de ses officiers dûment autorisés à un ou plusieurs fidéi-commissaires, pour assurer le paiement des bons ou obligations, une hypothèque sur les immeubles de la compagnie ;

Etablir et modifier, abolir et rétablir un système de partage des profits résultant des opérations de la compagnie, entre la compagnie et ses employés et faire des règlements à cet effet, sous le nom de "La Compagnie Dion Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Salaberry de Valleyfield.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'août 1911.

JOS. DUMONT,

3575-2 Sous-secrétaire de la province.

No 3125-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 13 septembre 1911.

En conformité des dispositions de l'article 2591 S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée, demandant de détacher de la municipalité scolaire de Kiamika, comté d'Ottawa, tous les biens fonds compris dans les rangs H et J du canton Campbell, et de les annexer à celle de Saint-François-Régis, dans le même comté.

3587.2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province

purposes of the company or any of them and to obtain from such authorities all the rights, privileges and concessions necessary for the carrying on of the operations of the company ;

To make advances in money to the customers of the company or others doing business with it and to accept pledges of all kinds for the reimbursement and the execution of the contracts with them ;

To invest the funds of the company which would not be required for its business in such a manner and on such securities as might be determined from time to time ;

To aid by way of loans or subscription for stocks or otherwise, any of the companies in which this company may be interested, so as to protect its interests ;

To establish, support and aid in the establishment and maintenance of any associations or institutions established for the advantage and benefit of the employees or ex-employees of the company or its predecessors in business, or those depending upon them, and to grant pensions or pay premia of insurance for the employees, or subscribe or guarantee money for any objects of benevolence and charity, or for any exhibition or for any public or purposes of general utility ;

To acquire the business and property or any part of the business and property of Eusèbe Dion and of Daniel Dion, two of the petitioners, with the whole or part of the assets and liabilities of the business house of Eusèbe Dion, at Valleyfield, and also the privilege to continue the business ;

To appoint an attorney or representatives providing that such attorney or representatives be shareholders, to assist and vote for and in the name of the company, at the meetings of companies of which it may hold or acquire stock, bonds or other securities ;

To apply the surplus of its funds for the redemption of its own shares, debentures or other securities of the company or otherwise ;

To apportion the assets of the company in money among its members ;

To give by its duly authorized officers to one or more trustees and executors, to secure the payment of bonds and debentures, a mortgage on the immoveables of the company ;

To establish and modify, to abolish and to re-establish a system of division of profits resulting from the operations of the company, between the company and its employees, and to pass by-laws to this effect, under the name of "La Compagnie Dion Limitée", with a total capital of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of de Salaberry de Valleyfield.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty sixth day of August, 1911.

JOS. DUMONT,

3376 Deputy Provincial Secretary.

No. 3125.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 13th September, 1911.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Kiamika, county of Ottawa, all the lots comprised in ranges H and J of the township Campbell, and to annex same to that of Saint-François-Régis, in the same county.

3588

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature

de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers du pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session réécéder se la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment

les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

3463

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantanées, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such an incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,

3464

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is

de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes eoit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en que il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre au même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cin-

intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter

quante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

3465 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Demande à la Législature

Province de Québec. }
District de Beauharnois. }

Avis public est par les présentes donné que la cité de Salaberry de Valleyfield s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire confirmer et ratifier le règlement No. 229 de la dite cité de Salaberry de Valleyfield, pour accorder une commutation de taxes à la compagnie dite "The Montreal Cotton Company", en un montant fixe de \$15,000 pour une période de dix années, tel qu'approuvé par la majorité des électeurs propriétaires, le 27ième jour de mars 1911, et ce, nonobstant toutes dispositions de la charte de la dite cité à ce contraire.

NUMA E. BROSSOIT,
Procureur de la cité de Salaberry
de Valleyfield. 3427.4
Valleyfield, 23 août 1911.

Avis Divers

Province de Québec. }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3374.

Dame Auréa Gauthier, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Paquin, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

J. B. BISSONNETTE,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 14 septembre 1911. 3655

for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

3466 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Application to the Legislature

Province of Quebec. }
District of Beauharnois. }

Public notice is hereby given, that the city of Salaberry de Valleyfield shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to ratify and confirm the by-law number 229, of the said city of Salaberry de Valleyfield, granting a commutation of taxes to the "Montreal Cotton Company", for a fixed amount of \$15,000, during a period of ten years, as it has been approved by a majority of the electors proprietors, on the 27th day of March, 1911, and this, notwithstanding any prohibitive dispositions of the charter of said city.

NUMA E. BROSSOIT,
Attorney for the city of Salaberry
de Valleyfield. 3428
Valleyfield, 23rd August, 1911.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec. }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3374.

Dame Auréa Gauthier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Paquin, trader, of the same place, and duly authorized "à ester en justice", has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

J. B. BISSONNETTE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 14th September 1911. 8656

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 714, Dame Théodora Petit, des cité et district de Montréal, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Louis E. Roberge, épiciier, du même lieu.

GOYETTE & TRUDEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 1er septembre 1911. 3619

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
No 284. }

Obéline Roy, épouse commune en biens de Napoléon Lachance, cultivateur, de la paroisse de Saint-Gédéon, Demanderesse ;

vs

Le dit Napoléon Lachance, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

VEZINA & FERRON,
P. C. S.

Vraie copie,
Arthur Godbout,
Procureur de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 28 juillet 1911. 3585.2

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No 3011. }

Dame Mathilda Maloney, épouse commune en biens de Philippe Alphonse Mahoney, mineur, tous deux de la ville de Buckingham, du district d'Ottawa, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

J. TALBOT,
Procureur de la demanderesse.
Hull, 29 août 1911. 3579.2

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No. 8663. }

Dame Nora G. Dufur, épouse commune en biens d'Augustus Brown, artisan, tous deux du canton de Sutton, district de Bedford, et dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Augustus Brown, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

F. X. A. GIROUX,
Avocat de la demanderesse.
Sweetsburg, 5 septembre 1911. 3581.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 745. }

Dame Ethy Katie Greenberg, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Morris Paul Darwin, négociant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Morris Paul Darwin, du même lieu, son époux.

PERRON, TASCHEREAU,
RINFRET & GENEST,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 30 août 1911. 3521-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1491. }

Dame Fanny Stern, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Michael Gardner, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Le dit Michael Gardner, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée le 15e jour d'août 1911.

MARGOLESE, WHELAN & TRITT,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 22 août 1911. 3399.5

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 714, Dame Théodora Petit, of the city and district of Montreal, has instituted, this day, an action for separation as to property against her husband, Louis E. Roberge, grocer, of the same place.

GOYETTE & TRUDEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 1st September, 1911. 3620

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
No. 284. }

Obéline Roy, wife common as to property of Napoléon Lachance, farmer, of the parish of Saint Gédéon, Plaintiff ;

vs

The said Napoléon Lachance, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

VEZINA & FERRON,
P. S. C.

True copie,
Arthur Godbout,
Attorney for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 28th July, 1911. 3586

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 3011. }

Dame Mathilda Maloney, wife common as to property of Philippe Alphonse Mahoney, minor, both of the town of Buckingham, in the district of Ottawa, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

J. TALBOT,
Attorney for plaintiff.
Hull, 29th August, 1911. 3580

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8663. }

Dame Nora G. Dufur, of the township of Sutton, in the district of Bedford, wife common as to property of Augustus Brown, of the same place, mechanic, and duly authorized for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs

The said Augustus Brown, Defendant,
An action for separation as to property has been instituted, this day.

F. X. A. GIROUX,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 5th September, 1911. 3582

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 745. }

Dame Ethy Katie Greenberg, of the city and district of Montreal, the wife common as to property, of Morris Paul Darwin, trader, of the same place, being duly authorized so to do, has this day, brought an action for separation as to property against the said Morris Paul Darwin, of the same place, her husband.

PERRON, TASCHEREAU,
RINFRET & GENEST,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 30th August, 1911. 3522

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1491. }

Dame Fanny Stern, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Michael Gardner, of the same place, Plaintiff ;

vs

The said Michael Gardner, Defendant.
An action for separation as to property has been entered on the 15th of August, 1911.

MARGOLESE, WHELAN & TRITT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 22nd August, 1911. 3400

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1934.

Maria Fréchette, des cité et district de Montréal, épouse de Zotique Gauthier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son dit époux.

MONTY & DURANLEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 2 septembre 1911. 3533-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1560.

Dame Mary Smith, de la ville de Dorval, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Albert Parr, autrefois commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit Albert Parr, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 30 août 1911.
BROWN & STAVELEY,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 6 septembre 1911. 3549.3

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*
No 1121.

Dame Clara Boyd, de Valcartier, épouse commune en biens de John Todd, ci-devant du même endroit, mais maintenant de lieux inconnus, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit John Todd, ci-devant de Valcartier, mais maintenant de lieux inconnus, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens contre le défendeur a été intentée en cette cause le deuxième jour de septembre 1911.
PENTLAND, STUART & BRODIE,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 7 septembre 1911. 3563.3

Province de Québec, }
District d'Iberville, } *Cour Supérieure.*
No 57.

Dme Missadah Moïse, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, épouse d'Albert Bourada, ci-devant marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit Albert Bourada, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 26e jour d'août 1911.
JACQUES CARTIER,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Jean, 28 août 1911. 3473.4

Résolution

Province de Québec.

MUNICIPALITE DU COMTE DE L'ISLET.

Avis public est par les présentes donné par moi, soussigné, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de l'Islet, que le susdit conseil, à une session tenue le 14 juillet dernier, a adopté la résolution suivante :

Il est unanimement résolu qu'une municipalité des cantons unis, désignée sous le nom de "La municipalité des Cantons-Unis de Casgrain et Leverrier" soit érigée dans les susdits cantons, et qu'elle soit bornée comme suit : au nord par le

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1934.

Maria Fréchette, of the city and district of Montreal, wife of Zotique Gauthier, of the same city, has, this day, taken an action for separation as to property against her husband.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 2nd September, 1911. 3534

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1560.

Dame Mary Smith, of the town of Dorval, in the district of Montreal, wife common as to property of Albert Parr, of the same place, heretofore trader, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs
The said Albert Parr, Défendeur.
An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 30th August, 1911.
BROWN & STAVELEY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 6th September, 1911. 3550

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court*
No. 1121.

Dame Clara Boyd, of Valcartier, wife common as to property of John Todd, heretofore of the same place, but now of parts unknown, farmer, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs
The said John Todd, heretofore of Valcartier, but now of parts unknown, Défendeur.
An action for separation as to bed and board against the defendant has been instituted in this case on the 2nd September, 1911.
PENTLAND, STUART & BRODIE,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 7th September, 1911. 3564

Province of Quebec, }
District of Iberville, } *Superior Court.*
No 57.

Dame Missadah Moïse, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, wife of Albert Bourada, heretofore merchant, of the said place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs
The said Albert Bourada, Défendeur.
An action for separation as to property against the defendant has been instituted in this case, on the 26th day of August 1911.
JACQUES CARTIER,
Attorney for plaintiff.
Saint Johns, 28th August, 1911. 3474

Resolution

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF L'ISLET.

Public notice is hereby given by me, the undersigned, secretary treasurer of the municipal council of the county of l'Islet, that the above named council, at a meeting held on the 14th July last, adopted the following resolution :

It is unanimously resolved that a municipality of united townships, known under the name of "La Municipalité des Cantons-Unis de Casgrain et Leverrier" be erected in the said townships, and that it shall be bounded as follows : on the north by the

fronteau entre les rangs un et deux de Leverrier, par la ligne séparative entre les cantons Casgrain et Leverrier allant au nord jusqu'au canton Garneau, par la ligne séparative entre les cantons Casgrain et Garneau jusqu'à la rivière Noire, par la dite rivière dans le canton Casgrain jusqu'au rang 5 du dit canton, et de là par le fronteau entre les rangs quatre et cinq du susdit canton Casgrain, allant ouest jusqu'à la ligne séparative entre les lots vingt-cinq et vingt-six du susdit rang cinq.

A l'est par la ligne entre les lots vingt-cinq et vingt-six du rang cinq du canton Casgrain, continuant en droite ligne au sud jusqu'à la frontière, entre la province de Québec et l'état du Maine, l'un des états-unis d'Amérique.

Au sud par la frontière susdite, depuis le point ci-dessus décrit de la dite frontière jusqu'à la ligne entre les cantons Leverrier et Talon.

A l'ouest par la dite ligne entre Leverrier et Talon.

Et que la susdite résolution a été approuvée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, le 26 août dernier.

Donné à Sainte-Louise, ce deux septembre mil neuf cent onze.

JOS. ED. CARON,
Secrétaire-trésorier du Conseil Mun.
du comté de l'Islet.

3571-2

fronteau between ranges one and two of Leverrier, by the dividing line between the townships of Casgrain and Garneau as far as the Noire River, by the said river in the township of Casgrain as far as range 5 of said township, and thence by the fronteau between ranges four and five of said township of Casgrain, going west as far as the dividing line between lots twenty five and twenty six of the said range five.

To the east by the line between lots twenty five and twenty six of range five of the township Casgrain, continuing in a straight line south as as the boundary, between the province of Quebec and the state of Maine, one of the united states of America.

To the south by the above named boundary, from the above described point of said boundary as far as the line between the townships of Leverrier and Talon.

To the west by the said line between Leverrier and Talon.

And that the above resolution has been approved by His Honor the Lieutenant Governor in Council, on the 25th August last.

Given at Sainte Louise, this second day of September, one thousand nine hundred and eleven.

JOS. ED. CARON,
Secretary treasurer of the Mun. Council
of the county of l'Islet.

3572

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Corona Garment Mfg. Co., Montréal, Faillie.

Avis est par le présent donné que, le 15 du courant, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de la dite compagnie faillie.

Toute personne ayant des réclamations contre la dite faillie est requise de les produire, sous serment, sous 30 jours de cette date.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett,
Montréal, 18 septembre 1911. 3631

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure*
No 313.

In re Pierre E. Côté, Saint-Pascal, P. Q., Failli.

Avis est donné que, le 12 septembre 1911, le dit failli a déposé son bilan au greffe de la cour supérieure du district de Kamouraska, tel que prévu par la loi.

CHS LAPIERRE,
Gardien provisoire.
per Vinet & Dufresne.

99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 23 septembre 1911. 3633

District de Trois-Rivières.

In re F. X. Faucher, Grand'Mère, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 16 septembre 1911, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 20 septembre 1911. 3673

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Corona Garment Mfg. Co., Montréal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 15th inst., we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett,
Montreal, 18th September, 1911. 3632

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
No. 313.

In re Pierre E. Côté, Saint-Pascal, P. Q., Insolvent.

Notice is given that, on the 12th September, 1911, the said insolvent had filed his statement in the prothonotary's office of the district of Kamouraska, as provided by-law.

CHS. LAPIERRE,
Provisional guardian.
per Vinet & Dufresne.

99, Saint James street.
Montreal, 23rd September, 1911. 3634

District of Three Rivers.

In re F. X. Faucher, Grand'Mère, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 16th September, 1911, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 20th September, 1911. 3674

District de Beauce.

N. Roy & Frères, Enfant Jésus, comté de Beauce, menuisiers, ont, le 12 septembre 1911, fait cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Beauce, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie.
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 20 septembre 1911. 3675

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure
Dans l'affaire de C. G. Rollit, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 4^{ème} jour de juillet 1911, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises, de les produire dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 20 septembre 1911. 3669

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de The Victoriaville Cabinet Company, de Victoriaville, Failli.

Avis est par le présent donné que la dite insolvable, a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Arthabaska.

(Signé) J. N. MERCIER,
Gardien provisoire.

(Contresigné),
Girouard, Beaudry & Girouard,
Procureurs du gardien provisoire.
Arthabaska, 7 septembre 1911. 3665

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier dividende a été déclaré dans l'affaire de Georges Béliveau, de Grande-Rivière, marchand, insolvable, et sera payable le ou après le 10 octobre 1911.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Curateurs conjoints.

Québec, 21 septembre 1911. 3677

En Liquidation

THE CENTRAL SASKATCHEWAN LAND CO.
En liquidation volontaire.

Avis est par le présent donné qu'une dernière feuille de dividende a été préparée, et que toutes personnes ayant des réclamations contre la dite compagnie sont requises de les produire entre mes mains sous un délai de trente jours de cette date.

F. W. SHARP,
Secrétaire-trésorier.

601, Edifice Power.
Montréal, 15 septembre 1911. 3617

District of Beauce.

N. Roy & Frères, Enfant Jésus, Beauce county, joiners, have, on the 12th September, 1911, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Beauce, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street.
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 20th September, 1911. 3676

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court
In the matter of C. G. Rollit, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on 4th July, 1911, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett,
Montreal, 20th September, 1911 3670

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } Superior Court.
In the matter of The Victoriaville Cabinet Company, of Victoriaville, Insolvent.

Notice is hereby given that the insolvent has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Arthabaska.

(Signed) J. N. MERCIER,
Provisional guardian.

(Contresigned)
Girouard, Beaudry & Girouard,
Attorneys for provisional guardian.
Arthabaska, 7th September, 1911. 3666

Notice is hereby given that a second and last dividend has been declared in the matter of Georges Béliveau, of Grande Rivière, merchant, insolvent, which will be payable on or after the 10th October, 1911.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Joint curators.

Quebec, 21st September, 1911. 3678

In Liquidation

THE CENTRAL SASKATCHEWAN LAND CO.
In voluntary liquidation.

Notice is hereby given that a final dividend sheet is being prepared and any parties having claims against the above company are requested to file them with the undersigned not later than thirty days from date.

F. W. SHARP,
Secretary treasurer.

601, Power Building.
Montreal, 15th September, 1911. 3618

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Québec.

Beauce, à savoir : **FRANK WILLIAM ROSS**,
No 1376. Demandeur ; contre **THE**
FRONTENAC ASBESTOS COMPANY LIMITED,
Défenderesse.

1^o Lot No 13 "A", du 6^{ème} rang, sur les plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Broughton, paroisse du Sacré-Cœur de Jésus—avec les bâtisses dessus érigées, consistant en une usine d'amiante avec accessoires pour la production du fibre, séchoir, bocard, entrepôts, atelier de forges, atelier pour la construction de machines, rotonde d'engins, bureau, bâtisse de compression, trois résidences, étales et dépendances ; un matériel de mine comprenant des machines à air comprimé, quatre grues, quatre cables de transmission complets avec boîtes à cendre et chaînes, ainsi qu'un tramway électrique, avec une locomotive électrique, huit wagons à clapets et deux wagons à côtés tombants ; aussi un garage avec une locomotive à vapeur et quatre wagons découverts, avec toutes les machines en général, matériaux, outils, outillage de creusement, pompes, machines à percer en usage ou qui sont destinées à l'usage en rapport avec les opérations minières et industrielles de la défenderesse, circonstances et dépendances.

Du dit lot de terre sont déduites les parties suivantes et parties d'icelles, lesquelles ne sont pas saisies et ne seront pas vendues, savoir :

Une partie du dit lot, en la possession d'Auguste Dodier ou ses représentants ; bornée au nord et à l'est par le reste du dit lot No 13 "A", au sud par le lot No 14, des dits plan et livre de renvoi officiels, et à l'ouest par le chemin public, mesurant 576 pieds sur les côtés est et ouest, 769 pieds du côté sud, et 740 pieds du côté nord ;

Une partie du dit lot de terre, en la possession de Alfred Vachon ou ses représentants ; bornée à l'ouest par le chemin public, et des trois autres côtés par le reste du dit No 13 A, en la possession du défendeur. Le dit lot ayant 50 pieds de front par 100 pieds de profondeur ;

Une partie du dit lot de terre, en la possession de Thomas Goulet ; bornée à l'ouest par le chemin public, au nord et au sud par partie du lot No 13A, en la possession du défendeur ; à l'est partie par le lot No 13A, en la possession du défendeur et partie par le même lot en la possession de Félix Jacques ;

Une partie du dit lot de terre, en la possession de Félix Jacques ou ses représentants ; borné au nord par cette partie du dit lot No 13A, en la possession du défendeur, à l'est partie par le même en la possession du défendeur, et partie par le dit lot, en la possession du dit Auguste Dodier, au sud par le dit lot, en la possession d'Auguste Dodier, et à l'ouest partie par cette partie du dit lot, en la possession de Thomas Goulet, et partie par cette partie du dit lot en la possession du défendeur.

Une lisière de terrain de 15 pieds de largeur longeant le bout sud du dit lot No 13A, vendue pour les fins d'un chemin.

2^o Pour être vendu : les droits de mines de tout le lot No 13A, dans le sixième rang, sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Broughton, paroisse du Sacré-Cœur de Jésus.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, le **QUATRIEME**

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Quebec.

Beauce, to wit : **FRANK WILLIAM ROSS**,
No. 1376. Plaintiff ; against **THE**
FRONTENAC ASBESTOS COMPANY LIMITED,
Defendant.

1. Lot No. 13 "A", of the 6th range, upon the official plan and book of reference for the township of Broughton, parish of the Sacred Heart of Jesus, together with the buildings erected thereon, consisting of an asbestos milling and fiberizing plant, drying plant, crushing plant, storehouse, blacksmith shop, machine shop, round house, office, compressor building, three dwelling houses, stables and outbuildings ; mining plant consisting of compressors, four hoisting engines, four complete cable ways, with pit boxes and chains also and electric tramway, with one electric locomotive, eight bottom dump cars and two side dump cars ; also a railway siding with one steam locomotive and four godola cars, together with all the machinery, plant, tools, pit equipment, pumps, drills used or intended for use in connection with the defendant's mining and milling operations, circumstances and dependencies ;

From the said lot of land are to be deducted the following portions and parts thereof, which are not seized and will not be sold, viz :

A part of said lot, in the possession of one Auguste Dodier or his representatives ; bounded towards the north and east by the remainder of said lot No 13 "A", on the south by lot No. 14, of the said official plan and book of reference, and on the west by the public road, measuring 576 feet on the east and west sides, 769 feet on the south side, and 740 feet on the north side ;

A part of said lot of land, in the possession of one Alfred Vachon or his representatives ; bounded towards the west by the public road, and on the other three sides by the remainder of said lot No 13 "A", in the possession of the defendant. Said lot being 50 feet in front by 100 feet in depth ;

A part of said lot of land, in the possession of Thomas Goulet ; bounded to the west by the high-road, to the north and south by part of lot No 13 "A" in the possession of the defendant ; to the east partly by lot No. 13 "A" in the possession of the defendant and partly by the same lot in the possession of one Félix Jacques ;

A part of said lot of land, in the possession of Félix Jacques or his representatives ; bounded towards the north by that part of said lot No. 13 "A", in the possession of the defendant, towards the east partly by said lot, in the possession of the defendant, and partly by the said lot in the possession of the said Auguste Dodier, to the south by said lot, in the possession of Auguste Dodier, and to the west partly by that portion of said lot, in the possession of Thomas Goulet and partly by that portion of said lot, in the possession of the defendant.

A strip of land 15 feet in width along the southerly end of said lot No. 13 "A", sold for the purposes of a road.

2. To be sold : The mining rights on the whole of said lot No 13 "A", in the 6th range, upon the official plan and in the book of reference for the said township of Broughton, parish of Sacred Heart of Jesus.

To be sold at the church door of the parish of Sacré Cœur de Jésus, on the **FOURTH** day of

jour d'OCTOBRE prochain, 1911, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER, Shérif.
Bureau du shérif, Saint-Joseph, Beauce, 22 août 1911. 3455-2
[Première publication, 2 septembre 1911].

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit.

Province de Québec, } HORMIDAS BOU-
District de Beauharnois. } GIE, Demandeur ;
No. 6045. } vs OSIAS McSWEEN,
Défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Un lot de terre ou emplacement connu sous le numéro quatre-vingt-dix-sept, de la subdivision du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Cécile, sous le numéro quatre-vingt-douze (No. 92-97), actuellement annexé à la cité de Salaberry de Valleyfield, de la contenance de cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise—avec une maison à deux logements et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu dans mon bureau, au palais de justice, en la cité de Salaberry de Valleyfield, JEUDI, le CINQUIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JEAN BTE D'AMOUR,

Bureau du shérif, Valleyfield, 26 août 1911. Shérif. 3451-2
[Première publication, 2 septembre 1911]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } DAME EMERENTIEN-
No. 30. } NE LEFEBVRE ET
VIR, Demanderesse ; vs L. GONZAGUE DUBUC,
Défendeur.

1° Une terre sise et située sur la côte Saint-Antoine, en la paroisse de Saint-Rémi, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Rémi, sous le numéro quatre-vingt-neuf (No. 91), contenant trois arpents de largeur sur trente arpents de profondeur ; et bornée d'un côté au sud-ouest, par Joseph Lanctôt—avec une maison et autres bâtisses dessus construites. A distraire, cependant, la partie du dit lot No 91, vendue aux commissaires d'écoles, tel qu'il appert d'une main-levée (C. Bédard, notaire, le 23 juillet 1907), déposée le 25 juillet 1907, sous le No. 10381.

2° La moitié sud-ouest d'une autre terre, située au même lieu, de Saint-Rémi, connue et désignée (cette terre), sous le numéro quatre-vingt-douze, (moitié sud-ouest du lot No. 92), sur les plan et livre de renvoi officiels susmentionnés ; bornée du côté au sud-ouest, par la terre susdésignée. A distraire de cette moitié sud-ouest de terre, le morceau d'un arpent et demi de largeur, sur un arpent

OCTOBER next, 1911, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER, Sheriff.
Sheriff's office, Saint Joseph, Beauce, 2nd August, 1911. 3456
[First published, 22nd September, 1911].

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Province of Quebec, } HORMIDAS BOU-
District of Beauharnois. } GIE, Plaintiff ; vs
No. 6045. } OSIAS McSWEEN,
Defendant.

As belonging to the defendant :

A lot of land or emplacement known under number four hundred and ninety seven, of the subdivisions of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Cécile, under the number ninety two (No. 92-97) actually annexed to the town of Salaberry de Valleyfield, containing a width of fifty feet by a depth of one hundred feet, english measure—with a house of two tenements and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the court house of the town of Salaberry de Valleyfield, on THURSDAY, the FIFTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN BTE D'AMOUR,

Sheriff's office, Valleyfield, 26th August, 1911. Sheriff 3452
[First published, 2nd September, 1911.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, co wit : } DAME EMEREN-
No. 30. } DTIENNE LEFEBVRE
ET VIR, Plaintiff ; vs L. GONZAGUE DUBUC,
Defendant.

1. A farm lying and situate on Saint-Antoine range, in the parish of Saint Remi, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Rémi, under the number ninety one (No.91), containing three arpents in width by thirty arpents in depth ; and bounded on one side to the south west by Joseph Lanctôt—with a house and other buildings thereon erected. To withdraw, however, that part of the said lot No. 91, sold to the school commissioners, as it appears by a replevin (C. Bédard, notary, on the 23rd July, 1907), deposited on the 25th July, 1907, under the No. 10381.

2. The south west half of another farm situate at the same place, of Saint Remi, known and designated, this farm, under the number ninety two (south west half of lot No. 92), on the official plan and book of reference above mentioned ; bounded on one side to the south west by the farm above described. To withdraw of this south west half of a farm, the piece of one arpent and half in width

de profondeur, que Philius Borduas a vendu à Joseph Garand, fils, suivant contrat, passé devant le susdit notaire, le 19 octobre 1899.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Rémi susdite, le TROISIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Louis MAYRAND, Shérif.
Saint-Jean, 29 août 1911. 3475-2
[Première publication, 2 septembre 1911.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } ROSE DE LIMA ST. JEAN,
No 2619. } R veuve de feu Alphonse C.
Décairy, Demanderesse; contre ANTHIME
L'ECUYER, Défendeur.

Un lot de terre—avec bâtisses y érigées, situé dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal; borné en front par la rue Saint-Hubert, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis, sous le numéro trois cent soixante et cinq, de la subdivision officielle du lot numéro primitif sept.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, L. J. LEMIEUX, Shérif.
Montréal, 29 août 1911. 3485-2
[Première publication, 2 septembre 1911.]

MANDAT DU CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } PERRAULT, AUDY & CIE
No 50. } P LIMITÉE, en liquidation;
et ALEXANDRE DESMARTEAU, curateur.

1° Un lot de terre—avec bâtisse en voie de construction y érigée, situé dans le quartier Bordeaux, de la cité de Montréal, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, sous le numéro cent vingt-quatre, de la subdivision officielle du lot numéro primitif trois cent vingt-trois; borné en front par la rue Valmont.

2° Un autre lot de terre—avec bâtisse en voie de construction y érigée, situé au même lieu, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, sous le numéro cent vingt-huit, de la subdivision officielle du lot numéro primitif trois cent vingt-trois; borné en front par la rue Valmont.

3° Un autre lot de terre vacant, situé au même lieu; borné en front par la rue Valmont, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, sous le numéro cent vingt-sept de la subdivision officielle du lot numéro primitif trois cent vingt-trois.

4° Un autre lot de terre vacant situé au même lieu; borné en front par la rue Persillier, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, sous le numéro cent trente-quatre, de la subdivision officielle du lot numéro primitif trois cent vingt-trois.

by one arpent in depth, that Philius Borduas sold to Joseph Garand, jr., according to a deed passed before the aforesaid notary, on the 19th October, 1899.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Remi, on the THIRD day of OCTOBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office, Louis MAYRAND, Sheriff.
Saint John's, 29th August, 1911. 3476
[First published, 2nd September, 1911.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } ROSE DE LIMA ST-JEAN,
No. 2619. } R widow of the late Alphonse
C. Decary, Plaintiff; against ANTHIME
L'ECUYER, Defendant, to wit:

A lot of land—with buildings thereon erected, situate in Saint Denis ward, of the city of Montreal; bounded in front by Saint-Hubert street, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, under number three hundred and sixty five, of the official subdivision of the primitive lot number seven.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Montreal, 29th August, 1911. 3486
[First published, 2nd September, 1911.]

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } PERRAULT, AUDY & CIE
No. 50. } P CIE, LIMITÉE, in liquidation;
and ALEXANDRE DESMARTEAU,
curator.

1. A lot of land—with a building in course of construction thereon, situate in the ward of Bordeaux, of the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, under number one hundred and twenty four, of the official subdivision of primitive lot three hundred and twenty three; bounded in front by Valmont street.

2. Another lot of land, with building in course of construction thereon, situate in the same place, and known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, under the number one hundred and twenty eight, of the official subdivision of primitive lot number three hundred and twenty three; bounded in front by Valmont street.

3. Another vacant lot, situate in the same place; bounded in front by Valmont street, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, under the number one hundred and twenty seven, of the official subdivision of primitive lot three hundred and twenty three.

4. Another vacant lot, situate in the same place; bounded in front by Persillier street, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, under number one hundred and thirty four, of the official subdivision of primitive lot three hundred and twenty three.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 30 août 1911. 3483-2
[Première publication 2 septembre 1911].

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le district de Saint-François.
Saint François, à savoir : } JOSEPH M. NAULT,
No 416. } Demandeur ; contre
REGINALD ALIAS REGGIE COLBY, Défendeur.
Un lopin de terre situé dans le canton de Eaton, dans le comté de Compton, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Eaton, comme le lot numéro vingt-huit T (28T), dans le second rang, contenant un demi acre de terre en superficie — avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint Martin de Martinville, le TROISIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures, de l'avant-midi.

R. A. BIRON,
Bureau du shérif, Député shérif.
Sherbrooke, 26 août 1911. 3453-2
[Première publication, 2 septembre]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir : } ALEXANDRE
No 105. } BARRE, Deman-
deur ; contre THEODORE BARRIERE, fils,
Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Mathias, connue sous le numéro cent trente-sept (137), du plan cadastral de la dite paroisse—avec bâtisses y érigées, contenant environ cinquante-sept arpents en superficie, sans garantie de mesure précise ; bornée en front par la rivière des Hurons, d'un côté par le terrain de D. Sorel, et de l'autre côté par celui de S. Ostiguy.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathias, le VINGT-QUATRIEME jour d'OCTOBRE 1911, à DEUX heures de l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 19 septembre 1911. 3657
[Première publication, 23 septembre 1911.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 30th August, 1911. 3484
[First published, 2nd September, 1911].

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the district of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } JOSEPH M. NAULT,
No. 416. } Plaintiff ; against RE-
GINALD ALIAS REGGIE COLBY, Defendant.

A piece of land situate in the township of Eaton, in the county of Compton, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Eaton, as the lot number twenty eight T (28 T), in the second range, containing one half acre of land in superficies—with the buildings thereon erected,

To be sold at the church door of the parish of Saint Martin de Martinville, on the THIRD day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,
Sheriff's office, Deputy sheriff.
Sherbrooke, 26th August, 1911. 3454
[First published, 2nd September, 1911].

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.
Saint Hyacinth, to wit : } ALEXANDRE
No. 105. } BARRE, Plaintiff ;
against THEODORE BARRIERE, junior, De-
fendant.

A farm situate in the parish of Saint Mathias, known under lot number one hundred and thirty seven (137), on the official cadastre of said parish—with buildings thereon erected, measuring about fifty seven arpents in superficies, without warranty of precise measurement ; and bounded in front by the Hurons River, on one side by the ground of D. Sorel, and on the other side by S. Ostiguy.

To be sold at the church door of the parish of Saint Mathias, on the TWENTY FOURTH day of OCTOBER next, 1911, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 19th September, 1911. 3658
[First published, 23rd September, 1911.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.

District de Montréal, } **D A M E** ATHALIDE
No 1509. } **L A L O N D E**, Deman-
deresse ; vs **M I C H E L** DOMBROSIO, Défendeur,
à savoir :

Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Adèle, comté et district de Terrebonne, connu aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Adèle, dit district, sous le numéro vingt et un (No 21), du deuxième rang du canton Marin—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du village de Sainte-Adèle, le **VINGT-QUATRIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, 1911, à midi.

L A P O I N T E & P R E V O S T,

Bureau du shérif. Shérif.
Sainte-Scholastique, 20 septembre 1911. 3679
[Première publication, 23 septembre 1911].

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Montréal, } **D A M E** ATHALIDE
No 1509. } **L A L O N D E**, Plain-
tiff ; vs **M I C H E L** DOMBROSIO, Defendant, to
wit :

A lot of land situate in the parish of Sainte-Adèle, county and district of Terrebonne, known on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Adèle, said district, under the number twenty one (No. 21), of the second range of the township Marin—with buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the village of Sainte-Adèle, on the **TWENTY FOURTH** day of **OCTOBER** next, 1911, at **NOON**.

L A P O I N T E & P R E V O S T,

Sheriff's office. Sheriff.
Sainte-Scholastique, 20th September, 1911. 3680
[First published, 23rd September, 1911].

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **O N E S I M E** N A U D,
No 50. } Demandeur ; contre
Z O T I Q U E J A C O B, Défendeur.

1 Le lot de terre situé en la paroisse de Saint Jacques des Piles, connu et désigné sous le numéro deux cent quarante (240), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Jacques des Piles, canton Radnor, contenant quatre arpents et demi de front sur vingt-huit arpents de profondeur, y compris les abouts de terre sur les bords de la rivière Saint-Maurice—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

2° Un emplacement situé en la dite paroisse de Saint-Jacques des Piles, connu et désigné comme étant le lot de terre numéro deux cent six (206), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Jacques des Piles, canton Radnor—avec maison et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques des Piles, le **VINGT-QUATRIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

C H A R L E S D U M O U L I N.

Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 20 septembre 1911. 3667
[Première publication, 23 septembre 1911.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **O N E S I M E** N A U D,
No. 50. } Plaintiff ; against **Z O T I Q U E** J A C O B, Defendant.

1. The lot of land situated in the parish of Saint Jacques des Piles, known and designated under number two hundred and forty (240), on the official cadastral plan and book of reference of the said parish of Saint Jacques des Piles, township Radnor, containing four arpents and a half in front by twenty eight arpents in depth, including the gores of land on the edge of the Saint Maurice river—with house and other buildings thereon erected.

2. An emplacement situate in the said parish of Saint Jacques des Piles, known and designated as being the lot of land two hundred and six (206), of the official cadastre of the said parish of Saint Jacques des Piles, township Radnor—with house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jacques des Piles, on the **TWENTY FOURTH** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

C H A R L E S D U M O U L I N,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 20th September, 1911. 3668
[First published, 23rd September, 1911].

Avis Divers

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER
QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie du chemin de fer Québec Central, aura lieu à Londres, dans le bureau

Miscellaneous Notices

QUEBEC CENTRAL RAILWAY
COMPANY.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Quebec Central Railway Company, will be held in London, at the office of the Company,

de la compagnie, 5, rue Great Winchester, E. C., mercredi, le 18e jour d'octobre 1911, à midi, pour recevoir le rapport des directeurs et l'état des comptes pour l'année finissant le 30 juin 1911, et pour l'élection des directeurs.

Les livres de transfert seront clos à 3 heures p. m., le 3 octobre 1911, et seront ouverts de nouveau à 10 heures a. m., le 19 octobre 1911.

Par ordre,

EDWARD DENT,
Président.
CHAS. D. BRASSEY,
Secrétaire.

5, rue Great Winchester.
Londres, E. C., 20 septembre 1911. 3671

5, Great Winchester street, E. C., on Wednesday, the 18th day of October, 1911, at 12 o'clock noon, to receive the report of the directors and statement of accounts for the year ending 30th June, 1911, and to elect directors.

The transfer books will be closed at 3 p. m., on 3rd October, 1911, and will reopen at 10 a. m., on 19th October, 1911.

By order,

EDWARD DENT,
President.
CHAS. D. BRASSEY,
Secretary.

5, Great Winchester street.
London, E. C., 20th September, 1911. 3672

Index de la Gazette Officielle de Québec No 38.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Dufur vs Brown.....	1721
" Fréchette vs Gauthier.....	1722
" Gauthier vs Paquin.....	1720
" Greenberg vs Darwin.....	1721
" Maloney vs Mahoney.....	1021

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—
Dme Boyd vs Todd, 1722.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1703.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE: — Quebec Central Railway Coy, 1727.

ASSOCIATIONS LICENCIÉES—The Grace Dart House, 1707 ; The Montreal Dispensary, 1707 ; The St. George's Society of Montreal, 1707.

ILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1718 ; Conseil législatif, 1716.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :—Holbrooks Ltd, 1707 ; New Zealand Shipping Coy, Ltd, 1707 ; Godbout Lumber Coy, 1708.

DEMANDE A LA LÉGISLATURE :—Salaberry de Valleyfield, 1720.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Corona Garment Mfg. Co., Côté.....	1723
Faucher.....	1723
Rollit.....	1723

LETTRES PATENTES :—

La Cie Caron & Jonquières Ltée.....	1708
La Cie Dion Ltée.....	1716
La Cie d'Amiante de Thetford Centre.....	1709
The Arbours Hotel Coy.....	1708

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—La Brasserie Champlain, Ltée, 1711.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'annexer ou d'ériger, etc. :—Divers lots de la municipalité de Kiamika à Saint-François Régis, 1716.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1706 ; Paroisse de Sainte-Agathe annexée, 1704 ; St-Wilbrod, Lac St-Jean, 1705.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 38.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Moïse vs Bourada.....	1691
" Petit vs Roberge.....	1721
" Roy vs Lachance.....	1621
" Smith vs Parr.....	1722
" Stern vs Gardner.....	1721

ACTION IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—
Dme Boyd vs Todd, 1722.

ADVERTISEURS :—Notice to :—Respecting notices, etc, 1703.

ANNUAL GENERAL MEETING :— Quebec Central Railway Coy, 1729.

ASSOCIATION LICENSED: — The Grace Dart Home, 1707 ; The Montreal Dispensary, 1707 ; The St. George's Society of Montreal, 1707.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1718 ; Legislative Council, 1716.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Holbrooks Ltd, 1707 ; New Zealand Shipping Coy, Ltd, 1707 ; Godbout Lumber Coy, 1708.

APPLICATION TO THE LEGISLATURE :— Salaberry de Valleyfield, 1720.

FAILLIS —INSOLVENTS

Roy & Frères.....	1723
The Saskatchewan Land Coy.....	1724
The Victoriaville Cabinet Coy.....	1723

LETTRES PATENTES :—

The Hull Driving Club incorporated.....	1713
The Lake Megantic Realty Coy incorporated.....	1711
The Montreal vehicular traffic Coy.....	1713
Utilities Ltd.....	1710

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—La Brasserie Champlain, Ltée, 1711.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Application to annex or to erect, &c. :—Several lots of the municipality of Kiamika to Saint Francis Régis, 1716.

PROCLAMATION :— Parliament convoked, 1706 ; Parish of Sainte Agathe annexed, 1704 ; St. Wilbrod, Lake St. John, 1705.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ANNEXÉE OU ÉRIGÉE :— Divers lots de Laverlochère et Baby à Témiscamingue, 1707.	SCHOOL MUNICIPALITY ANNEXED OR ERECTED :— Several lots of Laverlochere & Baby to Temiscamingue, 1707.
NOMINATIONS :— Député grand constable, district de Montréal, 1703. Estimateurs :—Saint-Germain du Lac Etchemin, 1703; Saint-Agapit de Beaurivage, 1704. Greffier de la Couronne et de la Paix, district de Montréal, 1704. Juge de paix en vertu de l'article 3361, 1703. Juge de paix :—District de Montréal, 1704.	APPOINTMENTS :— Deputy High Constable, district of Montreal, 1703 ; Valuators :—Saint Germain du Lac Etchemin, 1703 ; Saint Agapit de Beaurivage, 1704. Clerk of the Crown and of the Peace, district of Montreal, 1704. Justice of the peace in virtue of article 3361, 1703. Justice of the Peace :—District of Montreal, 1704.
RÉSOLUTION :— Municipalité du comté de l'Islet, 1722.	RESOLUTION :— Municipality of the county of l'Islet, 1722.
VENTES PAR LES SHERIFS :	SHERIFFS' SALES :
BEAUCE :— Ross vs The Frontenac Asbestos Coy, 1725.	BEAUCE :— Ross vs The Frontenac Asbestos Coy, 1725.
BEAUHARNOIS :— Bougie vs McSween, 1726.	BEAUHARNOIS :— Bougie vs McSween, 1726.
IBERVILLE :— Lefebvre (Dme) vs Dubuc, 1726.	IBERVILLE :— Lefebvre (Dme) vs Dubuc, 1726.
MONTREAL :— Perreault, Audy & Cie, faillis, 1727 ; St Jean (Dme) vs L'Ecuyer, 1727.	MONTRÉAL :— Perreault, Audy & Cie, insolvents, 1727 ; St Jean (Dme) vs L'Ecuyer, 1727.
SAINT-FRANÇOIS :— Nault vs Colby, 1728.	SAINT FRANCIS :— Nault vs Colby, 1728.
SAINT-HYACINTHE :— Barré vs Barrière, fils, jnr, 1728.	SAINT HYACINTH :— Barré vs Barrière, fils, jnr, 1728.
TERREBONNE :— Lalonde vs Dambrosio, 1729.	TERREBONNE :— Lalonde vs Dambrosio, 1729.
TROIS RIVIÈRES :— Naud vs Jacob, 1729.	THREE RIVERS :— Naud vs Jacob, 1729.

